



# AVERTISSEMENT AUX « ÉLITES »

## CORRUPTION – BLANCHIMENT – COPINAGE – NON-DROIT ILS ONT ENGAGÉ LEUR RESPONSABILITÉ CIVILE PERSONNELLE ET CELLE DE L'ÉTAT... MILLIARDS EN JEU !

<https://swisscorruption.info/daniel-conus/#avertissement-fr>



### Une affaire judiciaire grave rendue publique

Daniel CONUS, citoyen fribourgeois, rend publique l'affaire politico-judiciaire qui le concerne personnellement, connue sous le nom d'**Affaire dite « CONUS »**.

30 ans de Crimes judiciaires, de magouilles et mensonges des Autorités convertis en fausses « Vérités » procédurales, d'escroqueries, d'emprisonnements sans jugements, huit expertises psychiatriques avec des conclusions opposées à 180° selon ce que le juge d'instruction spécial voulait obtenir, des **expertises rendues sans jamais avoir rencontré le patient** et, en dernier lieu, une interdiction d'ester en justice quand le Procureur général et les juges n'ont plus su quoi argumenter contre la Vérité qui leur était frottée sous le nez... tels sont quelques exemples des monstruosités vécues par Daniel CONUS pour lui voler son patrimoine familial, ruiner son avenir professionnel et l'empêcher ensuite de faire valoir ses Droits. Et c'est pareil pour toutes les Victimes du système... à titre d'exemples les dossiers fribourgeois documentés :

<https://swisscorruption.info/daniel-conus>  
<https://swisscorruption.info/birgit-savioz>  
<https://swisscorruption.info/merinat>

Sur Fribourg, les Membres des Autorités violent impunément leurs devoirs de fonctions... Les Procureurs et Judges au service de la corruption et du blanchiment d'argent – soumis aux Pouvoirs politiques et aux Clubs de services – pratiquent le Crime judiciaire et la violation des Droits fondamentaux des Citoyens, de manière coutumière et récurrente !

### Un avertissement formel aux autorités

Face à la gravité et à la persistance de ces faits, un **Avertissement formel commun** a été adressé aux :

- Autorités cantonales fribourgeoises,
  - Autorités fédérales,
  - À des instances internationales chargées de la protection de l'État de droit.
- ⇒ Cet avertissement n'est pas une plainte,  
⇒ mais une notification officielle de risque institutionnel et de responsabilité,  
⇒ exigeant l'ouverture d'examens indépendants.

Suite au verso

### Document « figé dans le temps »

L'Avertissement formel a été **horodaté de manière indépendante** au moyen d'un système d'horodatage reconnu (OpenTimestamps.org), ce qui signifie que :

- son **contenu ne peut plus être modifié**,
- sa **date d'existence est prouvée**,

toute **inaction ultérieure des autorités est désormais documentée**.

### Responsabilité des détenteurs de l'autorité

Dans un État de droit, la responsabilité ne repose pas uniquement sur l'État en tant qu'institution.

#### Les détenteurs de fonctions publiques

(magistrats, élus, autorités de surveillance, responsables administratifs) peuvent engager leur **responsabilité personnelle** en cas :

- de déni de justice,
- d'abus d'autorité,
- ou d'inaction en connaissance de cause.

#### Pourquoi informer la population ?

Parce que :

- l'État de droit concerne **tous les citoyens**,
- le silence institutionnel prolongé affaiblit la confiance publique,
- la transparence est une **condition essentielle de la démocratie**.

Informer n'est ni accuser, ni condamner :

c'est **rendre visible une situation documentée** et appeler au respect des principes fondamentaux.

#### Pour consulter le dossier documenté

Les éléments factuels, décisions, documents et explications sont accessibles publiquement à l'adresse suivante :

☞ <https://swisscorruption.info/daniel-conus>

Ce site permet à chacun :

- de prendre connaissance des faits,
- de se forger sa propre opinion,
- et de comprendre les enjeux institutionnels soulevés.

#### Message final

L'État de droit ne se proclame pas.

Il se respecte, se contrôle et se défend.

Il est enfin précisé que Daniel CONUS agit également en qualité de co-Mandataire de Joseph FERRAYÉ dans l'affaire dite « Affaire de Genève », dossier distinct à très fort enjeu financier, dans lequel les responsabilités potentielles au niveau privé, étatique et institutionnel se chiffrent en milliards de francs.